

invité Hervé Bichat

“il faudra davantage d’intelligence et de culture”

« NOUS SOMMES en train de vivre une seconde révolution agricole... » Bigre. La première, ne l’oublions pas, a permis à la France de passer « d’une agriculture arriérée et incapable de la nourrir à une situation de deuxième exportateur mondial ». Pas de pause en l’occurrence. À grands traits, Hervé Bichat résume les basculements, comme un nécessaire rappel : pour toile de fond, le paradoxe d’un monde « à la fois plus un et plus divers » : uniformisé d’un côté par la mondialisation et la standardisation de toutes les activités et poussé de l’autre par un souci d’ancrage dans un territoire local, une volonté d’affirmation d’une origine et d’une originalité. « Une nouvelle chance pour notre histoire. »

Bien sûr, comment ne pas citer également, dans ces vastes tournants économico-politiques, la construction progressive de l’Europe ? Mais Hervé Bichat nuance. « J’estime que notre principale frontière géo-politique, c’est la Méditerranée. Nous ne portons pas suffisamment notre attention vis-à-vis des problèmes du Maghreb et je suis très inquiet de notre aveuglement devant ces drames qui nous concernent. » En réponse à un professeur de l’école vétérinaire nommant concrètement l’inégalité des chances pour être admis en thèse, entre un étudiant maghrébin et son homologue français, le directeur général de l’enseignement et de la recherche se fait plus insistant encore : « il faut trouver l’arbitrage entre le court et

Le regard que propose Hervé Bichat est tout entier le reflet de sa trajectoire menée à grandes enjambées. Ingénieur agronome et ingénieur du génie rural, l’actuel Directeur général de l’enseignement et de la recherche au sein du ministère de l’agriculture et de la forêt a mené bon train depuis 40 ans. De la Côte-d’Ivoire à la France, du Cirad à l’Inra, deux organismes dont il assumait la direction générale, ses différentes responsabilités l’amènent sans doute à formuler une analyse plus transversale sur les défis actuels de l’enseignement et de la recherche agro-vétérinaire. Invité par Agromip le 29 novembre dernier, Hervé Bichat a fait salle comble dans l’amphithéâtre de l’École nationale vétérinaire de Toulouse. Deux idées-clé : la nécessité de gérer les compromis et l’importance de la dimension culturelle au niveau de la formation des étudiants. Du passé au devenir, sa vision fut animée par une constante dialectique pour dépasser les oppositions. Une dynamique qui passe par le souci de la prospective et de la place de l’individu dans la société.

le long terme. Supposons qu’on ne fasse rien pour le Maghreb. Qu’on ait un million de personnes qui déboulent sur notre sol. Qu’est-ce que vous devenez ? Vous allez prendre un poste aux États-Unis ? Vous êtes obligés de trouver en permanence le meilleur équilibre, de prendre en compte ce problème dans vos décisions professionnelles. Surtout à Toulouse ! N’oublions pas en plus que les Maghrébins bénéficient de la longue tradition arabe des mathématiques. Et que ce ne sont pas les plus mauvais étudiants qui viennent sur notre territoire. »

Autres rappels, les grandes évolutions sociales et culturelles. Pour Hervé Bichat, trois tournants majeurs : le nouveau comportement des citoyens qui désormais n’acceptent de décision de l’État que s’ils y ont participé... « Il faut faire avec et c’est une très bonne

chose. » L’émergence d’une plus grande sensibilité vis à vis des problèmes d’environnement et surtout l’interpénétration des sociétés rurales et urbaines : « On distinguait autrefois les « asphaltiens » des « fils de bouseux » rien qu’à la façon de s’habiller. Aujourd’hui, je vous défie de le faire : c’est chose impossible ». Reste à évoquer enfin le basculement d’une science qui, face à des objets de recherche d’une complexité croissante, s’attache à raisonner en termes de systèmes, invente d’autres modes d’organisations, propose de nouvelles thématiques. « Nous sommes dans un monde qui est plus partagé, il n’y a plus de domaines propres. Nous sommes tous en interaction les uns avec les autres. »

Des anciens repères évanouis, ne reste-t-il donc nulle trace ? Si. Selon

Hervé Bichat, trois éléments stables perdurent : d’abord l’agronomie, qui reste ce qu’elle est au sens large, c’est-à-dire la science de la complexité. Une discipline qui, plutôt que les transferts de technologies, privilégie les transferts de connaissances et les confrontations d’expériences. Ensuite, l’extraordinaire richesse agricole et culturelle de la France. Enfin, vraisemblablement, et plus ironiquement... les contraintes budgétaires.

Lapidaire, une première conclusion tombe à l’issue de ce bref panorama : « Il faudra davantage d’intelligence ».

Dans ce contexte, le public espérait sans doute d’Hervé Bichat qu’il dévoile les arcanes du ministère de l’agriculture, ses projets, ses programmes. Suscitant peut-être une certaine déconvenue, le représentant de l’instance

parisienne commence par
démystifier : « Finalement, qu'est-
ce que le métier de
l'administration ? Eh bien, nous
sommes davantage des médiateurs
que des décideurs. Ma mission, c'est
de susciter les animations qui
permettent à chaque citoyen de
trouver sa place dans cette situation
générale et de pouvoir prendre des
décisions convergentes à différents
niveaux. C'est aussi de s'occuper
des exclus. » Soyons clairs : des
objectifs sont néanmoins fixés par
l'actuel ministre : « rester compétitif
– et sur ce point, nous pouvons être
fiers de participer aux deux
principaux secteurs
d'exportation de la balance
des comptes du pays que sont
l'agro-alimentaire et
le tourisme – mettre
l'accent sur la qualité et
diversifier les usages
de nos espaces ruraux.
Car le progrès est une
machine infernale qui mange
ses enfants. »
Des enjeux qui amènent
à mettre l'accent sur les
problèmes de formation,
d'innovation et d'animation
culturelle. « Contrairement
à tous les autres continents,
nous avons la chance
en Europe, depuis 2000 ans,
d'avoir la même culture.
Un formidable atout sur lequel
nous devons nous appuyer.
Je suis de ceux qui pensent que
la culture d'hier est le fruit d'une
agriculture forte et que demain, une
agriculture forte sera basée sur une
culture forte. »



“Rappel” à l’ordre

« L’ORDRE, en Midi-Pyrénées, nous le mettons...

Mais l’important serait que nous venions vous voir à Paris, que vous réunissiez tous les organismes agricoles concernés et que nous traitions ensemble des compétences de Toulouse par rapport à celles des autres métropoles. » Jean Sudre s’adressait à Hervé Bichat.

Et le président de la Commission recherche et transfert de technologie du conseil régional Midi-Pyrénées, a pointé ses propres interrogations : « Il faut développer les formations d’ingénieurs agro-industriels. C’est ce que nous cherchons à faire en Midi-Pyrénées, notamment avec l’Ensatis. Mais j’entends dire qu’il y a, à Rodez, un projet de création d’une école d’agro-industrie qui ne serait pas en liaison directe avec les écoles de Toulouse mais avec celles de Paris ou de Clermont-Ferrand...

Sur un tout autre sujet, je constate que nous avons ici une école vétérinaire. Or, il est question de l’implantation de l’agence du médicament vétérinaire. Doit-elle aller à Bordeaux, à Lyon, ou à Fougères comme on me l’a dit ? Je vous annonce que Midi-Pyrénées est candidate pour accueillir cette agence ! Nous cherchons ici à établir une cohérence, un fonctionnement en réseaux à l’échelle locale et régionale, mais je ne vous cache pas que nous sommes aussi demandeurs d’une rationalisation des choix au plan national ».

invité



Vont dans ce sens les récents investissements intellectuels menés au sein du ministère de l’agriculture, où enseignants et chercheurs sont désormais majoritairement présents, ainsi que la politique de modernisation de toute la filière du progrès, de l’enseignement supérieur au mouvement associatif en passant par la recherche, l’enseignement secondaire, la formation professionnelle, l’apprentissage ou les problèmes de développement... Affinés au fil des récents débats nationaux, les principaux axes de l’action gouvernementale sont là : une liaison forte entre l’enseignement, la recherche et le développement pour mieux correspondre aux attentes du public et être plus lisible au regard des étrangers. La consolidation d’un système compétitif au plan international où se distinguent nos forces vives. Le renforcement enfin de la fonction de proximité au niveau des terroirs : correctement équipés, irrigués en connaissances et en services, ils n’en participeront que mieux à des missions d’intérêt général. Là encore, Hervé Bichat revient à une notion qu’il semble chérir, celle des nécessaires arbitrages compte tenu des contraintes : « tout concentrer sur quelques cibles serait une erreur. On gagnerait certes en compétitivité, mais on ne répondrait pas à la demande sociale et on irait vers de graves dysfonctionnements politiques. Mais tout éparpiller sur le territoire serait pire encore : on répondrait

*Vous devez
inciter vos
étudiants
à approfondir
leur réflexion
personnelle,
à devenir
des hommes et
des femmes
de culture.*

bien à une demande sociale et politique immédiate, sauf que, dans quelques années, en l’absence de masses critiques indispensables pour la recherche et le développement, le bilan serait catastrophique ».

Bref, il est nécessaire d’organiser les forces selon une logique de pôles et de réseaux, de nourrir des liens interactifs entre les pôles et les terroirs, de favoriser enfin la communication interne et externe, ainsi que l’esquisse Agromip. Un passage obligé pour capter les investissements nationaux via les élus et les professionnels locaux ainsi que pour « être plus séduisant » vis-à-vis du monde entier. Sinon ? « Eh bien, on restera dans notre trou. »

Il est tout aussi urgent d’unifier le système d’enseignement et de recherche, ce que prévoit le protocole de coopération entre le ministère de l’agriculture et celui de la recherche, en cours d’élaboration ⁽¹⁾. À son niveau, Hervé Bichat souhaite agir, notamment en transformant les écoles du ministère de l’agriculture

en universités technologiques agronomiques, ou en trouvant des formules d’association avec les établissements d’enseignement supérieur. Pointant ses préoccupations en matière de formation, il rappelle l’importance d’une meilleure lisibilité internationale et d’une réponse plus adéquate aux besoins socio-économiques : « il ne s’agit plus de ne former que des techniciens mais aussi des entrepreneurs, des cadres aux missions élargies. »

Dans la salle, une suggestion fuse : n’y aurait-il pas place pour une formation associant la culture agronomique et la culture vétérinaire, débouchant sur des postes de décision et qui répondrait mieux au marché de l’emploi ?

« Je n’y crois pas. Nous devons donner à ces jeunes la possibilité de suivre des trajectoires différenciées. On peut certes imaginer qu’il y a un espace commun au vétérinaire et à l’agronome. Mais je pense qu’il faut réfléchir à l’enseignement qu’introduit le cursus vétérinaire. Cette formation a beaucoup plus de débouchés que les étudiants ne le pensent quand ils arrivent à l’école. À ce propos, j’ai un peu choqué certains hauts responsables du ministère quand j’ai insisté sur le terme de « médecin des animaux ». Vous avez la chance d’avoir cette caractéristique fondamentale : le diagnostic, la pratique clinique. Selon moi, rien ne serait pire que d’avoir, à la sortie du bac, des écoles trop généralistes ». Mais la dimension sur laquelle insiste le plus Hervé Bichat est sans

Agrena, Agropolis, Agromip...

conteste la formation personnelle et culturelle des étudiants.

Quand bien même cela relève d'une gestion difficile du temps pour les enseignants et les étudiants, ainsi qu'il le signale en réponse à un professeur : « Je voudrais que vous interrogiez des ingénieurs dans l'industrie, des fonctionnaires de l'administration, des profs de l'enseignement secondaire... Quel est celui qui n'est pas bousculé par le temps ? Vous devez inciter vos étudiants à approfondir leur réflexion personnelle, à devenir des hommes et des femmes de culture. Je n'ai pas de recette. Ce n'est peut-être pas en faisant des cours supplémentaires, mais dans le contact que vous avez avec eux, ou en favorisant les rencontres interdisciplinaires, en organisant des conférences pour donner une ouverture politique et culturelle, en soutenant les activités associatives dans vos écoles. Le théâtre, par exemple, c'est très bien ! »

7 JUILLET 94, le ministre de l'agriculture et de la pêche, Jean Puech, clôture le forum sur l'enseignement et la recherche en invitant les établissements relevant de son ministère à se fédérer au sein de pôles régionaux puissants. Idée forte : chaque pôle doit représenter un thème majeur de l'agro et atteindre une dimension internationale. Un point qui conforte ceux qui, comme Agromip, Agropolis ou Agrena, bâtissent de tels rapprochements, et ce depuis plus de 10 ans. Reste que leurs histoires diffèrent. 1986, les Montpellierains officialisent Agropolis en visant clairement une excellence en agronomie méditerranéenne et tropicale. Ici, une volonté politique nationale fut animée tambour battant et appuyée fortement par les acteurs politiques locaux. L'initiative, qui bénéficie d'une vive communication à la « montpelliéraine » donne des résultats : harmonisation des centres documentaires ; centre de ressources multi-média en cours d'élaboration ; création d'un parc scientifique qui accueille des labos industriels, instituts de recherche et entreprises d'ingénierie ; valorisation de la recherche à travers des « Entretiens » qui attirent de nombreux étrangers ; conventions avec des universités européennes et américaines ; constitution d'un réseau international de recherche qui s'appuie sur la présence du Cirad et de l'Orstom. Dernières pierres à l'édifice : la création d'une maison de la télédétection et l'ouverture d'Agropolis Muséum qui offre une dimension culturelle à l'ensemble. Plus discret, le pôle du Grand-Ouest Agrena a d'abord cherché à

tisser ses liens internes. Il faut dire que ses chercheurs et ses étudiants étaient dispersés sur trois sites : Angers, Rennes et Nantes. Il a fallu s'entendre. La volonté politique inter-régionale pour y parvenir est un exemple dans un pays plus habitué aux querelles de clochers. Aujourd'hui, Agrena constitue un trait d'union avec des services communs dont les pièces maîtresses sont : un service de formation linguistique, un département de relations internationales d'aide à l'expertise, une ingénierie pédagogique en enseignement assisté par ordinateur et un logiciel « Téléseminaire » qui permet des échanges à faible coût grâce au réseau télématique « Ouest Recherche ». Autant d'outils sur lesquels Agrena peut s'appuyer pour développer ses thématiques : l'arrivée de l'Institut d'études supérieures d'industrie et d'économie laitières à Rennes et la présence de « Véto » à Nantes confirme un rôle de 1er plan dans la production animale, tandis qu'Angers se voit conforté comme pôle national de l'horticulture. Une occasion de renforcer une formation commune pour la recherche – le nombre de thésards a doublé – s'appuyant sur les trois centres Inra de cet ensemble. Face à ces dynamiques, le pôle toulousain Agromip fait figure de paradoxe. Sa lente élaboration et son extrême discrétion sur le plan médiatique contrastent avec son exceptionnel potentiel dans les disciplines liées au développement de l'espace rural et de ses fonctions productives, à la formation de ses acteurs et à la valorisation de ses produits. Explication : l'idée de créer Agromip est d'abord et principalement le fait des chefs

d'établissements et non d'une décision politique.

Les rapprochements se sont faits sans bruit et font l'objet d'une patiente concertation. Un travail de fourmi, certes, mais qui s'apprête à lancer plusieurs programmes de taille : un pôle de sécurité des aliments, un groupement de recherche et développement industriel des ressources agricoles ainsi que l'émergence d'une véritable technopole : l'Agrobiopole. Implanté sur le site d'Auzeville, à proximité de Labège Innopole, il détient déjà tous les ingrédients d'un développement économique. La plupart des laboratoires de l'Inra, l'École nationale de formation agronomique, la Chambre régionale d'agriculture et la fédération des industriels agro-alimentaires et des coopératives agricoles PROMIA sont d'ores et déjà intégrés... rejoints, dès 1997, par la nouvelle Ensat. Aux compétences regroupées sur ce site, Agromip apporte celles qui sont également présentes dans l'ouest toulousain en matière agricole et vétérinaire. Le paradoxe est là : Agromip, qui représente l'un des complexes d'enseignement supérieur et de recherche agro-vétérinaires les plus puissants de France, est mal identifié sur ses propres terres. Il est vrai, que l'aéronautique et l'espace sont depuis longtemps les principaux vecteurs de l'image toulousaine. L'Agrobiopole risque fort d'amorcer là une nouvelle tendance de la ville rose. On prédit qu'il pourrait même devenir l'un des tout premiers Centres européens de biotechnologies végétales.

(1) Le protocole de coopération interministériel a été signé le 25 janvier dernier.